

Bulletin du FMI

ÉCONOMIE MONDIALE

Christine Lagarde appelle à des mesures urgentes pour que 2012 soit «une année de guérison»

Bulletin du FMI en ligne
23 janvier 2012



Acierie à Salzgitter, Allemagne. L'Europe doit accroître sa compétitivité et doper sa croissance à long terme, a déclaré Mme Lagarde à Berlin. (photo: Fabian Bimmer/Newscom).

- Une croissance plus vigoureuse, un plus vaste pare-feu et une intégration plus poussée sont nécessaires en Europe
- Les États-Unis, le Japon et la Chine doivent aussi prendre des mesures pour renforcer leur économie
- Le FMI entend accroître sa capacité de prêts à hauteur de 500 milliards de dollars.

La Directrice générale du FMI, Christine Lagarde, a aujourd'hui appelé la communauté internationale à prendre le plus rapidement possible des mesures concertées pour empêcher l'économie mondiale de s'engager dans une spirale descendante.

«Plus nous attendrons et plus la tâche sera difficile. Il n'est d'autre solution que d'avancer ensemble. Notre avenir économique collectif en dépend,» a déclaré M^{me} Lagarde au Conseil allemand des relations extérieures à Berlin. «Ainsi, l'année 2012 doit-elle être une année de guérison».

M^{me} Lagarde a décrit les principales composantes de la démarche à mener. L'Europe, qui est au cœur des préoccupations mondiales, a besoin d'une croissance plus vigoureuse, d'un plus vaste pare-feu et d'une intégration plus poussée, a-t-elle déclaré, en ajoutant que d'autres économies avaient un rôle au moins aussi important à jouer pour relancer une croissance mondiale équilibrée. S'agissant de la composante multilatérale, M^{me} Lagarde a rappelé que le FMI se tenait prêt à offrir son assistance et envisageait de mobiliser 500 milliards de dollars en ressources de prêt.

«Nous devons tous comprendre que nous nous trouvons aujourd'hui à un tournant décisif. Il ne s'agit pas de sauver un pays ou une région. Il s'agit d'empêcher que le monde ne se laisse happer par une spirale de dégradation économique», a-t-elle déclaré. D'après les estimations du FMI, durant les années à venir, les besoins de financement à l'échelle mondiale pourraient s'élever à 1.000 milliards de dollars, auxquels le FMI est en mesure de répondre avec des ressources de prêt supplémentaires. «La coopération signifie que tous les pays doivent travailler ensemble à la recherche d'une solution commune à partir d'un diagnostic commun,» a indiqué M^{me} Lagarde, en précisant que le FMI était à même de promouvoir une issue concertée par le biais de ses analyses et de ses avis, mais aussi d'offrir un financement si nécessaire.

«Je suis convaincue que nous devons renforcer la capacité de prêts de l'institution», a-t-elle dit. L'objectif est de compléter les ressources que l'Europe mettra à disposition, mais aussi de répondre aux besoins des autres pays, quels qu'ils soient, touchés par les répercussions de la crise, a-t-elle ajouté. Les pays de la zone euro ont déjà promis de fournir au FMI un financement supplémentaire équivalant à 200 milliards de dollars.

Régler la crise de dans la zone euro

Les dirigeants des 17 pays de la zone euro ont déjà pris un certain nombre de mesures importantes pour enrayer la crise de la dette souveraine qui a sapé la confiance des marchés financiers mondiaux, a signalé M^{me} Lagarde.

Les principales avancées incluent la création du Fonds européen de stabilité financière (FESF)/Mécanisme européen de stabilité (MES), un accord sur une démarche concertée pour recapitaliser les banques et la mise en place d'un conseil sur les risques systémiques, des réformes de gouvernance pour assurer une discipline budgétaire plus rigoureuse; quant à la Banque centrale européenne, elle a pris la décision de mettre des liquidités à long terme à la disposition des banques.

«S'il importe de reconnaître ces importantes initiatives, je ne serai cependant pas la première à signaler qu'elles constituent les ingrédients — des ingrédients seulement — d'une solution globale», a-t-elle dit.

Pour rétablir complètement la confiance, les impératifs sont au nombre de trois : une croissance plus vigoureuse, des pare-feux plus vastes, et une intégration plus poussée.

Une croissance plus vigoureuse

«Avec le ralentissement de l'économie européenne, l'inflation est déjà en repli et le risque est grand qu'elle soit nettement inférieure aux objectifs l'an prochain, ce qui entraînerait une augmentation de l'endettement et freinerait davantage la croissance. Un autre assouplissement monétaire au bon moment sera important pour atténuer ce type de risques», a déclaré M^{me} Lagarde.

«Pour assurer une croissance plus vigoureuse il faut aussi que les banques ne se mettent pas en marche arrière en limitant le crédit face aux pressions des marchés. Les solutions doivent se centrer sur le relèvement des niveaux de fonds propres — et non sur la compression du crédit — comme moyen de renforcer les ratios de fonds propres,» a-t-elle rappelé.

Sur le front budgétaire, plusieurs pays n'ont d'autre choix que d'imprimer plus de rigueur à leurs finances publiques, en agissant vite et de manière énergique. Mais cela n'est pas le cas de tous les pays, a dit M^{me} Lagarde. Pour beaucoup, l'ajustement budgétaire peut être plus graduel.

Dans cette perspective, des réformes structurelles sont cruciales pour jeter les bases d'une plus grande compétitivité et d'une la croissance à long terme.

Un pare-feu plus vaste

M^{me} Lagarde a aussi lancé un appel aux décideurs européens pour qu'ils mettent en place un pare-feu plus vaste. Sans ce dispositif, des pays comme l'Italie et l'Espagne, foncièrement capables de rembourser leurs dettes, pourraient être poussés dans une crise de solvabilité en raison de coûts de financement anormaux — ce qui, a souligné M^{me} Lagarde, aurait des conséquences désastreuses pour la stabilité systémique. «Une augmentation substantielle des ressources réelles actuellement disponibles en passant du FESF au MES, en augmentant la taille de ce dernier et en définissant un calendrier clair et crédible pour sa mise en œuvre serait d'un grand secours», a-t-elle affirmé.

L'intervention de la BCE au moyen d'apports de liquidités suffisants pour stabiliser le financement des banques et les marchés des titres d'État serait également essentielle.

«Nous devons par ailleurs rompre le cercle vicieux des banques qui portent atteinte aux États qui à leur tour portent atteinte aux banques, a-t-elle ajouté. Il y a une réciprocité dans l'action. Si les banques deviennent plus solides, notamment en rétablissant un niveau suffisant de fonds propres, elles ne nuiront plus aux États en alourdissant leurs dettes ou leurs engagements conditionnels. À l'inverse, en rétablissant la confiance dans les titres d'État, les banques seront gagnantes car elles en sont d'importantes détentrices et bénéficient en général de garanties implicites ou explicites des États.»

Une intégration plus poussée

M^{me} Lagarde a aussi recommandé de partager davantage les risques par-delà les frontières dans le système bancaire pour mettre fin au cercle vicieux entre les États et les banques. «À court terme, une structure paneuropéenne dotée des moyens de prendre des participations directes dans les banques serait utile», a-t-elle dit. Sont aussi nécessaires une meilleure intégration financière assortie d'une instance de supervision unifiée, d'une seule autorité de résolution bancaire et d'un seul et même fonds de garantie des dépôts.

«La zone euro a aussi besoin d'une plus grande intégration budgétaire — une situation où coexistent dix-sept politiques budgétaires entièrement indépendantes et une seule politique monétaire n'est pas tenable», a-t-elle déclaré. Pour compléter le «pacte budgétaire», entériné au sommet des chefs d'État européens au début de décembre 2011, la zone euro a besoin de mettre en place une formule de partage des risques budgétaires. Plusieurs options de financement sont disponibles pour soutenir ce partage des risques, dont l'émission de bons ou d'obligations de la zone euro ou, comme le propose le Comité des conseillers économiques du gouvernement allemand, la mise en place d'un fonds de remboursement de la dette.

Les politiques dans le reste du monde

L'Europe est l'épicentre de la crise actuelle, mais les autres économies ont aussi un important rôle à jouer pour redresser le cap. Les États-Unis, la plus grande économie de la planète et le cœur du système financier mondial, ont une responsabilité particulière. M^{me} Lagarde a invité les décideurs américains à alléger le fardeau de la dette des ménages moyennant des programmes visant à faciliter les réductions de dette. Les autorités américaines devront trouver le moyen de réduire les déficits de demain sans compromettre l'économie d'aujourd'hui.

Le Japon, en tant que troisième économie mondiale, ne saurait faire l'économie d'un plan de rééquilibrage crédible pour réduire la dette publique et a en outre besoin d'entreprendre des réformes pour relever la croissance à long terme.

Pour M^{me} Lagarde, les pays dont le solde courant est excédentaire, qu'ils soient avancés ou émergents, ont également un rôle à jouer en veillant à ce que la demande intérieure prenne le relais pour accompagner la croissance mondiale. La Chine, dont c'est le cas et qui a aussi les réserves de change les plus importantes, pourra aider l'économie mondiale et s'aider elle-même en continuant de rendre la croissance moins tributaire des exportations et de l'investissement et de miser davantage sur la consommation, a-t-elle indiqué.

M^{me} Lagarde a conclu en rappelant que même si les perspectives économiques restaient très préoccupantes, il y avait une issue. «Le monde doit désormais mobiliser la volonté politique pour entreprendre les actions qu'il sait nécessaires.»